

# LE TEMPS

CHF 3.50 / France € 3.20

VENDREDI 23 SEPTEMBRE 2016 / N° 5616

## Portrait

Carole Clair, en lutte contre l'inégalité des genres face à la maladie ●●● PAGE 28



## Carrières

Se vider l'esprit pour mieux créer. Nos offres d'emploi ●●● PAGES 21 À 23

## Sciences

Avec Watson, IBM pourrait révolutionner le diagnostic médical ●●● PAGE 14

## Economie

La technologie heureuse selon l'essayiste Nicolas Bouzou ●●● PAGE 15

# Les CFF dégraissent pour assurer l'avenir

**ÉCONOMIES** Le programme RailFit20/30 prévoit la suppression de 1400 emplois et une réduction des coûts de 1,2 milliard de francs

1,2 milliard d'économies et 1400 emplois à la trappe d'ici à 2020. Hier, Andreas Meyer, le patron des CFF, a annoncé le régime minceur de la régie dont il a la charge. Une diète baptisée RailFit20/30 qui touchera principalement le secteur administratif, lequel

cumule 5600 postes sur les 33200 que comptent les CFF.

Les syndicats ont promis de veiller au grain. Certains de ces salariés exerçant des métiers très spécialisés «ne trouveront jamais de travail hors des CFF», prévient le Syndicat du personnel des transports (SEV). La réduction de 250 postes dans les centres d'exploitation et la gestion d'événements comporte un risque pour la sécurité, craint

Vivian Bologna, responsable de la communication du SEV.

Parallèlement, Andreas Meyer prévoit de créer 200 postes dans des secteurs jugés cruciaux pour l'entreprise, qui doit aussi innover pour assurer son avenir. Nouvelles gares, nouveaux trains, CEVA et Léman 2030: les programmes pour adapter le réseau ferroviaire suisse d'ici à 2020 représenteront 22 milliards d'investissements.

●●● PAGE 7

## ÉDITORIAL

### Changement d'époque pour le rail suisse

On assiste à un changement d'époque aux CFF: l'entreprise va couper 1400 postes et réduire ses coûts de 1,2 milliard d'ici à 2020. La concurrence, existante ou attendue, d'autres moyens de déplacement comme le bus longue distance et le covoiturage n'y est pas étrangère. Longtemps, l'ancienne régie ne s'est pas préparée à l'ouverture du marché, tout simplement parce que, s'il est libéralisé pour les marchandises, il ne l'est pas pour le trafic voyageurs. Il y a certes d'autres entreprises de transport ferroviaire, comme la compagnie BLS sur le Plateau, ou la Südostbahn. Mais elles se sont davantage partagé le gâteau du rail qu'elles ne se sont lancées dans une réelle compétition.

Cela explique pourquoi le climat de concurrence si souvent évoqué au sein de l'UE n'a jamais impressionné les CFF. Mais cela change. L'émergence de nouvelles offres telles que FlixBus ou BlaBlaCar est en train de secouer la situation relativement confortable dans laquelle se trouvaient l'entreprise nationale et sa filiale Lyria (qu'elle partage avec la SNCF) en trafic international.

Le contexte politique évolue également. Le parlement, dans sa nouvelle composition, est sans doute plus libéral que par le passé.

Tout cela a déjà produit un premier effet: les CFF ont compris qu'ils ne pouvaient indéfiniment réclamer des hausses de tarifs. Certes, les prix, surtout ceux des abonnements généraux, vont fortement augmenter en décembre. Mais c'est une décision politique, dont le peuple a été informé avant de valider le programme de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) en février 2014, qui est désormais répercutée sur les usagers.

Par ailleurs, les CFF ne peuvent guère espérer recevoir davantage d'argent public. Les difficiles négociations de l'enveloppe quadriennale 2017-2020 sont là pour le prouver. L'entreprise a reçu une enveloppe de 7,6 milliards, soit 15% de plus que pour la période précédente. Mais ce supplément est en premier lieu destiné à rattraper le retard pris dans l'entretien du réseau.

La décision de couper 500 postes dans le secteur administratif ne surprend pas les observateurs de la branche. Il se dit en effet que les CFF ont trop gonflé ce segment ces dernières années. Il leur appartient de faire en sorte que la casse soit limitée. Les syndicats demandent cependant que les étages supérieurs soient également touchés. Ils seront peut-être entendus. L'initiative «En faveur du service public», pourtant rejetée à une nette majorité en juin, a probablement laissé quelques traces. Le niveau élevé du revenu des managers des entreprises publiques, à commencer par celui d'Andreas Meyer, fait l'objet de réflexions intensives au sein du gouvernement. Celui-ci doit bientôt adopter son rapport annuel sur le salaire des cadres.

**Les CFF ont compris qu'ils ne pouvaient indéfiniment réclamer des hausses de tarifs**

## Aux Etats-Unis, la division sans fin



**VIOLENCES** Après la mort d'un Afro-Américain abattu par la police, les émeutes embrasent Charlotte, une ville de Caroline du Nord. Enième épisode d'une tragique série. (JASON MICZEK/REUTERS)

●●● PAGE 4

BERNARD WUTHRICH

Twitter @BdWuthrich